



23 janvier et 4 février : TOUS ENSEMBLE CONTRE LES LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI... Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona, à la transition énergétique, à la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent la rapacité patronale. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail peut remettre en cause leur frénésie de suppressions d'emplois.

« Zéro licenciement » ? Mais des milliers de chômeurs supplémentaires !

La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).

Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'intérim, fins de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les vraies faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF, c'est trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans !

Un crime social subventionné par l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail à l'ensemble des salariés. C'est une arme pour faire pencher le rapport de force en faveur du patronat. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère.

Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue

« transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes !

Mais les ministres jouent la comédie du « nationalisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir repoussé l'envahisseur québécois qui voulait racheter Carrefour – et alors ? Ce carrefour bien français qui touche des millions de l'État a supprimé 3 000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez... Qui n'est pas québécoise ! La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, la nationalité des uns ou des autres n'y change rien.

Du travail pour tous plutôt que la course au profit

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.

Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail.

Des syndicats appellent (enfin) à une journée de **grève interprofessionnelle le 4 février**. Une occasion à saisir pour poser un jalon d'une telle riposte. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI appellent à une **manifestation nationale contre les licenciements ce samedi 23 janvier** à Paris. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux. Une voie à suivre !

Mauvais plan

La direction de Paris 15 continue de préparer la réorganisation de juin et les sales plans qui vont avec. Le dernier en date : nous faire bosser un samedi sur deux, même en mixte ! On trouvait déjà ça ridicule de venir tous les samedi pour pas grand chose, la direction a trouvé la solution : reporter tout le boulot sur les deux samedis travaillés du mois... et nous gâcher un weekend sur deux.

Pour éviter d'avoir à choisir à quelle sauce notre samedi sera mangé, il faudra imposer à la direction les embauches correspondantes.

Le fantôme de l'apéro

Pour le chef de LREM, Guerini, le couvre-feu à 18 heures vise à « contrer l'effet apéro ». Encore une leçon de morale de ce gouvernement, qui ne prévoit aucun moyen supplémentaire dans la santé et fait semblant de vouloir réduire l'épidémie à coups de demi-mesures.

À 18 heures, les foules sont plutôt dans les transports en commun, de retour du travail. Mais pas question pour le gouvernement des patrons de contrer « l'effet boulot ».

Si le temps non confiné se réduit : réduisons d'autant la journée de travail !

L'aiguille creuse

Faute de moyens, et notamment d'embauche dans les services de santé, la campagne de vaccination contre le Covid est à la traîne. Le gouvernement a beau élargir le public qui peut se vacciner, il faut attendre plusieurs semaines avant d'obtenir un rendez-vous.

Et par-dessus le marché, voilà que Pfizer annonce un retard de livraison pour son vaccin. Celui-ci, ou d'autres, pourrait être produit plus rapidement en multipliant les lieux de production. Mais c'est sans compter que chaque laboratoire espère garder pour lui sa part du gâteau.

Il serait temps de faire d'autres choix, en mobilisant sous contrôle de la population les capacités de l'industrie pharmaceutique dans son ensemble... et en débarrassant la santé de la concurrence et du profit !

Retrait des lois liberticides !

La mobilisation contre les projets de loi « Sécurité globale » et « séparatisme » a repris samedi dernier, avec des manifestations dans 150 villes. Un succès, malgré la neige, pour la reprise de cette mobilisation. Le gouvernement persiste à vouloir imposer l'impunité policière, une surveillance accrue et une répression plus dure pour pouvoir mieux faire taire la contestation politique. Nous avons toutes les raisons de continuer à lutter contre ce projet de société sécuritaire.

21 janvier : manifestations dans la santé

Jeudi 21 janvier, la CGT, Sud et quelques autres structures appellent les salariés de la santé à se mobiliser. Cet appel fait suite à des rassemblements organisés durant tout l'automne par les salariés du médico-social arbitrairement écartés des augmentations de salaire dites du « Ségur », résultant de négociations entre syndicats et gouvernement à la suite de la première vague de Covid et des mobilisations hospitalières de mai et juin dernier.

Les attaques contre les travailleurs de la santé se multiplient, notamment sur le temps de travail et les suppressions d'emplois. Les fermetures de lit ont été à peine ralenties malgré l'épidémie et le budget de la santé toujours marqué par l'austérité. Cette journée pourrait être l'occasion de rassembler les salariés du secteur pour se battre ensemble : pour des embauches massives et 300 euros d'augmentation pour toutes et tous.

En Inde, la révolte des paysans fait trembler le pouvoir

Depuis le 26 novembre dernier, les paysans indiens sont en révolte. Installés dans deux gigantesques campements, ils bloquent les accès autoroutiers de la capitale, New Delhi. Ils réclament le retrait de trois lois qui mettent fin au système d'encadrement public des prix agricoles. Ce système garantissait aux paysans des prix fixes pour la vente de leurs produits, mais aussi la distribution à bas prix de denrées de première nécessité, dont dépendent de nombreuses familles.

Le premier ministre Modi veut en finir avec ce système subventionné par l'État, pour le plus grand profit de ses amis milliardaires et des grands groupes indiens qui espèrent ainsi lancer leurs propres circuits de distribution.

Les paysans indiens ont donc visé juste en s'installant dans la capitale. Devant leur menace de manifester le 26 janvier (jour de la fête nationale), la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les trois lois incriminées pour mettre en place une énième « médiation ». Mais la ficelle est un peu grosse pour les paysans, et les organisateurs de la manifestation ont réitéré leur volonté de défier le pouvoir. Souhaitons que cette révolte, déjà exceptionnelle par son ampleur, fasse tache d'huile et donne envie à tous les travailleurs de cet immense pays d'en découdre avec le gouvernement réactionnaire du sinistre Modi.

